

CIWA À 10 ANS

UNE DÉCENNIE POUR INSTAURER
LA CONFIANCE ET RENFORCER
LA SÉCURITÉ HYDRIQUE EN
AFRIQUE SUBSAHARIENNE

RAPPORT SPÉCIAL

© 2021 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington DC 20433
Téléphone : +1 (202) 473-1000
Internet : www.worldbank.org

REMERCIEMENTS

Ce rapport s'appuie sur les entretiens et les commentaires des membres des services de la Banque mondiale et de l'équipe de CIWA, notamment Erwin De Nys, Ai-Ju Huang, Francois Bertone, Anna Cestari, Carine Claude Durand, Nathan Engle, Pierrick Fraval, Nicholas Salazar Godoy, Nagaraja Rao Harshadeep, Anders (Lars) Jagerskog, Christine Ochieng, Sanjay Pahuja, William Rex, Gustavo Saltiel, Yeli Mariam Dakoure Sou, Yukio Tanaka, Petrus Theron, Jacqueline Tront, Jung Roxanne Weil, Marcus Wishart et Tesfaye Bekalu Wondem ; les représentants des bailleurs de fonds Ulla Andren, Clare Barrington et Maarten Gischler ; les représentants des parties prenantes nationales Thokozani Dlamini, Donald Kasongi, Vitumbiko Mwausegha, Hellen Natu, Amna Omer, Kone Saramatou et James Sauramba, et les consultants Charles Gilman, Ellen Hagerman et Anna Kyungsook Kim. La rédaction de ce rapport a été confiée à la consultante Karen Schneider, sa conception graphique à 5W Infographics, et sa traduction française à Cécile Jannotin.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cet ouvrage a été préparé par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

DROITS ET AUTORISATIONS

Le contenu du présent ouvrage fait l'objet d'un dépôt légal. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et autorise la reproduction partielle ou intégrale à des fins non commerciales du présent ouvrage, à condition d'en mentionner la source.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, notamment sur les droits dérivés, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; fax : +1 (202) 522-2422 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

PHOTOGRAPHIES

Page de couverture : Catay/Shutterstock. Page 4 : Emad Omar Farouk/Shutterstock. Page 6 : Peter Kapuscinski/Banque mondiale. Page 7 : Grant Ellis/Banque mondiale. Page 8 : Eva Mont/Shutterstock. Page 9 : Avec l'autorisation de Ousmane Diagana et Hafez Ghanem. Page 10 : Travel Stock/Shutterstock. Page 11 : APEX 360/Unsplash. Page 14-15 : Martchan/Shutterstock. Page 17 : Moiz Husein Storyteller/Shutterstock. Page 19 : UNDF. Page 20 : CBLT. Page 22 : Avec l'autorisation de Abdullah Elmi. Page 23 : Chantal Richey/Banque mondiale. Page 24 : Mokoro/Shutterstock. Page 27 : Lavizzara/Shutterstock. Page 28 : Kwame Amo/Shutterstock. Page 31 : Arne Hoel/Banque mondiale. Portrait réalisé avec l'autorisation de Kone Saramatou. Page 32 : SADC/GMI. Page 34 : Avec l'autorisation de Donald Kasongi. Page 35 : USGS. Page 36 : ENTRO/IBN. Page 37 : Avec l'autorisation de James Sauramba. Page 38 : Avec l'autorisation de Vitumbiko Mwasegha. Page 39 : SADC-GMI/Sound Idea Digital.

SIGLES ET ACRONYMES

ABN	Autorité du bassin du Niger
ABV	Autorité du bassin de la Volta
CIWA	Coopération pour les eaux internationales en Afrique
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
ENTRO	Bureau technique régional du Nil oriental
FCV	Fragilité, conflit et violence
GESI	Parité femmes-hommes et inclusion sociale
IBN	Initiative du bassin du Nil
IDA	Association internationale de développement
NBD	Discours du bassin du Nil
NBTF	Fonds fiduciaire du bassin du Nil
NCCR	Coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil
NCORE	Coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil
OSC	Organisation de la société civile
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
SADC-GMI	Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe
SADRI	Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science, et la culture
ZAMCOM	Commission des cours d'eau du Zambèze
ZAMWIS	Système d'information sur les ressources en eau du Zambèze



TABLE DES MATIÈRES

Préface	6
Avant-propos	8
Introduction	10
Impact de CIWA	12
CIWA trouve son origine dans le bassin du Nil	13
RÉSILIENCE FACE AU CLIMAT	
Renforcer la résilience face aux chocs et aux facteurs de stress du changement climatique	14
Renforcer la résilience face au climat dans le bassin du Nil	18
FRAGILITÉ, CONFLITS ET VIOLENCE	
Résoudre les nombreuses difficultés liées à l'eau dans les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence	20
Aider la Somalie à sortir de la fragilité grâce à la gestion des ressources en eau	22
BIODIVERSITÉ	
Préserver la biodiversité grâce à la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau	24
Préserver la biodiversité dans le delta intérieur du Niger	26
PARITÉ FEMMES-HOMMES ET INCLUSION SOCIALE	
Redoubler d'efforts pour promouvoir la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale	28
Lutte menée pour assurer la participation des femmes dans le secteur de l'eau en Côte d'Ivoire	30
POPULATIONS LOCALES	
Associer les populations locales aux projets relatifs à l'eau : tout le monde y gagne !	32
Concertation inclusive sur les ressources en eau dans le bassin du Nil	34
JEUNESSE	
Encourager et aider les jeunes à travailler dans le secteur de l'eau	36
Former les jeunes experts : l'action de Vitumbiko Mwausegha au Malawi	38

PRÉFACE

L'eau est essentielle à la vie. Malheureusement, des milliards de personnes dans le monde n'ont qu'un accès précaire à cette ressource vitale. La situation est particulièrement grave en Afrique, où des centaines de millions de personnes dépendent de l'eau des lacs, des fleuves et des cours d'eau pour cultiver leurs champs, pêcher pour nourrir leurs familles et préserver leur santé.

Trop souvent toutefois, cette précieuse ressource est polluée et impropre à la consommation. Certaines régions d'Afrique subissent de plus en plus fréquemment des sécheresses prolongées et intenses. D'autres régions sont dévastées par des inondations torrentielles. D'autres encore se trouvent confrontées à des périodes de sécheresse et d'inondations imprévisibles. La variabilité et l'intensité des conditions météorologiques ont des conséquences désastreuses sur les vies, les moyens de subsistance et le bétail.

Tous ces chocs liés à l'eau sont amplifiés par le changement climatique. En l'absence de mesures concrètes pour lutter contre ce dernier et pour favoriser un développement en tenant compte, pas moins de 86 millions de personnes en Afrique subsaharienne pourraient être contraintes de migrer d'ici 2050 en raison de la pénurie d'eau, de l'élévation du niveau de la mer et des ondes de tempête, ou de la baisse de la productivité des cultures et des écosystèmes.

Les dirigeants des pays touchés par la fragilité, les conflits ou la violence sont généralement mal préparés à prévenir ou à atténuer ces chocs, faute d'avoir les connaissances, les capacités et



les ressources financières nécessaires. Enfin, les conflits liés aux eaux transfrontalières partagées, qui prévalent en Afrique, peuvent dégénérer en hostilités politiques internationales.

C'est pourquoi les activités menées par le programme de partenariat de la Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA) sont si importantes pour les populations et les économies africaines.

Sans le financement octroyé par CIWA pour aider les pays à se doter de systèmes de prévision des inondations et des sécheresses, les conséquences de ces catastrophes naturelles seraient bien plus dévastatrices.

Sans les analyses stratégiques de CIWA, les pays ne seraient pas aussi bien informés des effets possibles des projets de développement proposés, comme les barrages.

Sans la maîtrise du contexte géopolitique dont fait preuve CIWA et sans sa capacité à faire ressortir les avantages de la coopération, les pays qui ont appris à collaborer à des projets communs de développement, tels que la construction d'infrastructures hydrauliques, seraient peut-être encore occupés à s'accuser mutuellement.

CIWA contribue de manière essentielle aux efforts menés par la Banque mondiale pour aider les pays africains à faire évoluer leur économie et à renforcer l'intégration et la coopération régionales, alors que le continent tente de se reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19.

Un aspect important de cette stratégie porte sur la résilience et les mesures à prendre pour lutter contre l'insécurité alimentaire, répondre aux questions soulevées par l'agropastoralisme, faire face aux risques transfrontaliers comme le changement climatique, et poursuivre une action concernant les eaux transfrontalières.

Alors que CIWA célèbre dix années consacrées à des activités pionnières en Afrique subsaharienne, les enjeux ne pourraient être plus élevés : le partenariat doit impérativement poursuivre ses efforts pour améliorer la gestion des ressources en eau, ainsi que la vie et les moyens de subsistance des populations africaines.

LES ENJEUX NE
POURRAIENT ÊTRE PLUS
ÉLEVÉS : LE PARTENARIAT
DOIT IMPÉRATIVEMENT
POURSUIVRE SES EFFORTS
POUR AMÉLIORER LA
GESTION DES RESSOURCES
EN EAU, AINSI QUE LA
VIE ET LES MOYENS
DE SUBSISTANCE DES
POPULATIONS AFRICAINES

Ousmane Diagana,
Vice-président de la Banque mondiale
pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale



Hafez Ghanem,
Vice-président de la Banque mondiale
pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe



AVANT-PROPOS

Il y a dix ans, les pays d'Afrique subsaharienne et les partenaires de développement se sont associés pour promouvoir une plus grande coopération entre les nations partageant des eaux transfrontalières.

Les 63 bassins fluviaux transfrontaliers d'Afrique constituent 90 % des eaux de surface du continent. La plupart des 48 pays se partageant ces bassins savaient que, s'ils ne coopéraient pas, les coûts économiques, environnementaux et politiques seraient démesurément élevés.

Ces pays souhaitaient améliorer leurs systèmes d'information et échanger des données, renforcer leurs capacités institutionnelles afin de mieux gérer les ressources en eau et mettre en place un plus grand nombre d'infrastructures communes dont tout le monde pourrait profiter.

Ensemble, ils ont lancé en 2011 le programme de Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA), un fonds d'affectation spéciale multidonateurs géré par la Banque mondiale. CIWA avait pour mission de favoriser la coopération, de protéger la biodiversité, d'aider les pays en proie à des conflits et à la fragilité, et de stimuler la résilience climatique. Pour ce faire, le programme devait privilégier trois domaines : l'information – pour comprendre les risques, prendre de meilleures décisions et s'assurer du respect des prescriptions ; les institutions – pour instaurer un climat de confiance, coordonner les activités de planification et gérer les ressources partagées ; et les investissements – pour gérer les bassins versants, mettre en valeur les eaux souterraines et renforcer les capacités de stockage.

Dix ans plus tard, malgré une multitude de chocs politiques et économiques, l'instabilité, les catastrophes climatiques et les crises sanitaires, dont une pandémie, les pays subsahariens sont plus que jamais déterminés à coopérer dans le domaine des ressources en eau.

Les progrès réalisés par CIWA ont été importants et réguliers, mais beaucoup reste à accomplir dans les années à venir, les défis à relever étant considérables.

Depuis sa création il y a 10 ans, près de 37 millions de personnes ont pu bénéficier des activités de CIWA.

La valeur totale des investissements induits par CIWA (mobilisés et éventuels) au cours de ces dix premières années dépasse 17 milliards de dollars, un chiffre 1,7 fois supérieur à l'objectif initial de 10 milliards de dollars¹. Elle est égale à la somme des investissements qui pourraient



être induits par CIWA (10,806 milliards de dollars) et des investissements mobilisés grâce à l'action du programme (6,34 milliards de dollars)². Depuis le lancement de CIWA, 42 projets d'investissement ont été appuyés par des projets opérationnels. (Le portefeuille de CIWA comprend des projets exécutés par les bénéficiaires et des programmes de soutien exécutés par la Banque mondiale qui financent une assistance technique et des analyses complétant les projets exécutés par les bénéficiaires.)

Nous sommes extrêmement reconnaissants à nos bailleurs de fonds permanents, la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, dont la contribution collective aux activités de CIWA s'élève à 135,1 millions de dollars³.

Ce rapport ne prétend pas dresser un bilan exhaustif des résultats obtenus par CIWA ces dix dernières années, mais vise plutôt à mettre en lumière ce qui a été accompli dans six domaines clés : la résilience climatique, la fragilité, les conflits et la violence (FCV), la biodiversité, la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale, la société civile et la formation de la prochaine génération de spécialistes de l'eau.

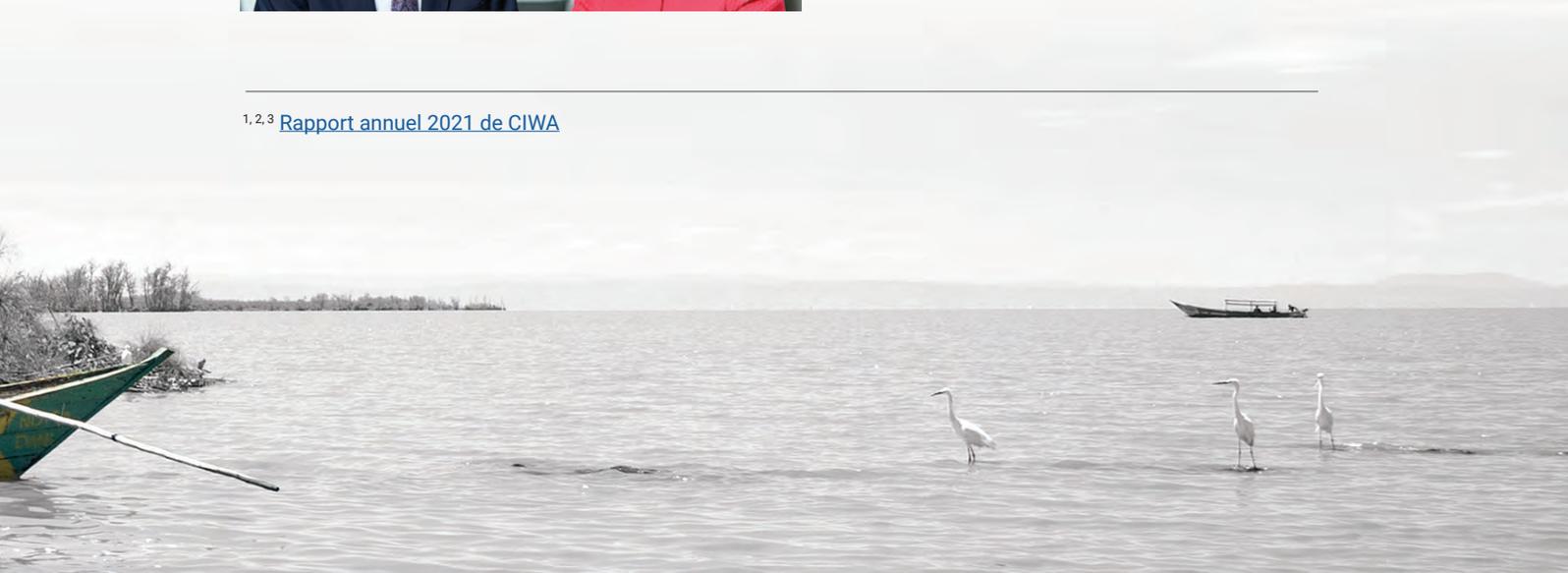
Nous espérons qu'il vous encouragera à travailler à nos côtés pour assurer aux populations d'Afrique subsaharienne une plus grande sécurité hydrique.

IL EST PLUS QUE
JAMAIS NÉCESSAIRE
DE COOPÉRER DANS
LE DOMAINE DES
RESSOURCES EN
EAU EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

Erwin De Nys et Ai-Ju Huang
Responsables du Programme



^{1, 2, 3} [Rapport annuel 2021 de CIWA](#)



INTRODUCTION

Le programme CIWA est déterminé à améliorer la gestion et la mise en valeur des bassins fluviaux sur le long terme, car le renforcement des capacités, des liens de confiance et de la coopération exige du temps et de la persévérance.

L'approche transfrontalière et multibassins de CIWA est unique dans le domaine du développement. Le programme travaille avec les organismes régionaux de bassin, les autorités nationales, les groupes de la société civile et d'autres parties prenantes afin de renforcer les informations et les institutions et de préparer les investissements.

Les travaux de CIWA sur le partage de l'information permettent aux différents organismes de bassins fluviaux d'échanger des connaissances. En Somalie, CIWA a formé des spécialistes de l'eau à la modélisation des ressources pour assurer leur gestion durable et à l'identification de sites d'irrigation à petite échelle. Le programme considère également les barrages de sable et d'autres technologies de collecte de l'eau pour améliorer les moyens de subsistance des populations des régions arides.

Les données obtenues grâce aux technologies spatiales et à des logiciels puissants sont partagées avec les partenaires nationaux pour leur permettre de surveiller à distance les précipitations, le débit, l'évapotranspiration et le puisage des eaux souterraines et, ainsi, de mieux planifier et atténuer les risques de sécheresse, d'inondation et d'autres chocs climatiques.

CIWA met l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles, ce qui permet aux pays de se doter des mécanismes nécessaires pour mieux gérer les ressources en eau partagées et promouvoir les investissements dans des infrastructures hautement prioritaires. Le programme a ainsi aidé la Commission des cours d'eau du Zambèze (ZAMCOM) à moderniser le système d'information sur les ressources en eau du Zambèze (ZAMWIS)⁴ dans le bassin où vivent 47 millions de personnes confrontées à une variabilité météorologique et à une aridité croissantes, aggravées par le changement climatique. Il a ainsi été possible

d'améliorer les systèmes de prévision et d'alerte précoce, le partage des informations et la prise de décision dans la région, et de renforcer la capacité des huit pays du bassin du Zambèze à prendre des décisions éclairées concernant la gestion des ressources en eau.

CIWA a soutenu de nombreux investissements en Afrique subsaharienne, notamment pour lutter contre la pauvreté dans le bassin de la rivière Cubango-Okavango en Afrique australe et contribuer de manière significative au projet de barrage de Fomi sur le fleuve Niger en Afrique de l'Ouest.

Le bassin de la rivière Cubango-Okavango s'étend sur trois pays à revenu intermédiaire – l'Angola, le Botswana et la Namibie – et sa zone humide unique a été classée comme zone humide d'importance internationale dans le cadre de la Convention de Ramsar ; elle figure également au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

L'APPROCHE TRANSFRONTALIÈRE ET MULTIBASSIN DE CIWA EST UNIQUE DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT

Cet écosystème remarquable, mais fragile, abrite certaines des espèces les plus menacées au monde et soutient également une industrie florissante du tourisme axée sur la nature. Ces trois pays se sont associés à CIWA et à d'autres partenaires de développement pour engager un processus de développement durable et s'attaquer aux causes de la pauvreté tout en préservant les services écosystémiques du bassin et la richesse du delta. CIWA a financé l'analyse des opportunités d'investissement multisectoriel, portant sur différents programmes d'investissements conjoints, estimés à 900 millions de dollars et destinés à améliorer les moyens de subsistance, l'écotourisme et le développement des infrastructures⁵.

Le projet polyvalent de Fomi dans le bassin du Niger (plus grand bassin transfrontalier d'Afrique de l'Ouest et ressource essentielle de la région sahélienne aride et semi-aride de plus en plus fragile) devait générer des avantages transfrontaliers importants et divers pour la Guinée et d'autres pays voisins. Le financement et le

soutien accordés par CIWA à hauteur de 4,2 millions de dollars ont permis de proposer une assistance technique sous forme d'études de faisabilité, d'évaluations des risques environnementaux et sociaux, de consultations des parties prenantes, de conception de processus décisionnels et de renforcement organisationnel et financier de l'Autorité du bassin du Niger⁶.

Le soutien apporté par CIWA a aidé les pays à prendre la décision radicale de choisir un autre site pour le barrage en raison des retombées environnementales et sociales négatives de ce projet, notamment la nécessité de réinstaller jusqu'à 50 000 personnes, et de ses effets néfastes sur les moyens de subsistance de la population vivant dans le delta intérieur du Niger. Les pays ont convenu à l'unanimité de soutenir le barrage de Moussaka, dont les répercussions sociales et environnementales étaient nettement moins fortes puisqu'il n'exigera, entre autres, la réinstallation que de seulement 12 000 personnes.

La vocation première de CIWA est de réunir les pays pour leur permettre de coopérer plus efficacement et plus harmonieusement à des projets et des infrastructures dont la portée dépasse leurs frontières. CIWA suit, à cette fin, une démarche systématique visant à faire ressortir les différents points de vue des pays, à instaurer un climat de confiance et à dégager un consensus.

Ce processus permet aux pays d'acquérir la confiance nécessaire pour agir dans le contexte géopolitique et prendre de meilleures décisions concernant la gestion des ressources en eau de manière à protéger et améliorer la vie des Africains.

Comme le souligne la directrice de l'Hydrologie de Côte d'Ivoire, Kone Saramatou, « Si nous ne gérons pas cette ressource, la prochaine guerre pourrait être liée à l'eau. Faisons en sorte de l'éviter en coopérant à la mise en valeur des ressources en eau pour le bien-être de tous. »

⁴ [Collaborative Management of the Zambezi River Basin](#). CIWA, juillet 2016

⁵ [Addressing Poverty Through Multi-sector Investment in the Cubango-Okavango River Basin](#). CIWA, août 2017

⁶ [Projet de gestion du bassin du fleuve Niger](#). Banque mondiale, juin 2020



IMPACT DE CIWA

Personnes qui bénéficient d'investissements mobilisés avec l'appui de CIWA



36,86 millions



INVESTISSEMENTS

Pour gérer les bassins versants, mettre en valeur les eaux souterraines, renforcer les capacités de stockage, etc.

17,146 milliards de dollars

Valeur des investissements mobilisés avec l'appui de CIWA

6,34 milliards de dollars

Valeur des investissements pouvant être mobilisés par CIWA

10,806 milliards de dollars



INSTITUTIONS

Pour instaurer un climat de confiance, coordonner les activités de planification et gérer les ressources partagées

Institutions transfrontalières bénéficiant d'une assistance technique et du financement de CIWA

16



INFORMATION

Pour comprendre les risques, prendre de meilleures décisions et s'assurer du respect des prescriptions.

Analyses stratégiques et produits du savoir exposant les raisons d'être de la coopération

82

Toutes les données sont cumulées.

CIWA TROUVE SON ORIGINE DANS LE BASSIN DU NIL

CIWA est le fruit des progrès obtenus en matière de gestion et de mise en valeur des ressources en eau dans le bassin du Nil, dans lequel le plus long fleuve du monde, le Nil, assure la subsistance de plus de 200 millions de personnes.

Les pays du bassin du Nil, en partenariat avec le Fonds fiduciaire du bassin du Nil (NBTF), administré par la Banque mondiale et composé de plusieurs bailleurs de fonds, et l'Initiative régionale du bassin du Nil (IBN), ont poursuivi la gestion concertée des ressources en eau et la mise en place d'infrastructures. Les succès et les enseignements tirés du programme NBTF ont conduit les partenaires de développement à établir en 2011 le Fonds fiduciaire du programme de Coopération pour les eaux internationales en Afrique afin de soutenir les activités liées aux eaux transfrontalières en Afrique subsaharienne.

Depuis lors, le programme CIWA reste très présent dans le bassin du Nil. Ce dernier couvre environ 10 % du territoire africain et est confronté à de nombreux défis : des millions de personnes déplacées, l'instabilité, des conflits, le manque de ressources, des invasions catastrophiques de criquets, l'aggravation des effets du changement climatique, notamment les inondations.

L'IBN, aidé de CIWA et sur demande de ses États membres, a identifié des dizaines d'investissements transfrontaliers. Le projet de coopération à l'appui des résultats dans le bassin du Nil (NCORE) a permis à CIWA de peser sur 14 investissements potentiels, estimés à 6,9 milliards de dollars, qui bénéficieront à plus de 7 millions de personnes. En outre, CIWA a influé sur sept investissements évalués à 648 millions de dollars qui ont été mobilisés et qui bénéficient à deux millions de personnes⁷. CIWA a récemment soutenu les études de faisabilité pour quatre investissements dans les lacs équatoriaux du Nil, dont l'un a été intégré au portefeuille de prêts de l'Association internationale

de développement (IDA) de la Banque mondiale pour l'Ouganda.

CIWA a renforcé les capacités de l'IBN, notamment grâce à l'institutionnalisation et à la mise en place d'une formation en matière de sécurité des barrages aux niveaux national et régional, au renforcement des capacités liées aux systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation et à la conception du système Hydromet régional du bassin du Nil. Il a également apporté un soutien important au ministère de l'Eau du Soudan du Sud après l'accession du pays à l'indépendance en 2011.

LE MODÈLE ÉTABLI DANS LE BASSIN DU NIL EST DEvenu UNE RÉFÉRENCE

CIWA a encouragé la participation des femmes et de la société civile dans le cadre de son partenariat avec le Discours du bassin du Nil (NBD) et a soutenu la mise en place du système d'aide à la décision du bassin du Nil afin d'aider les pays à élaborer des plans de ressources en eau, à concevoir des barrages pour mieux maîtriser les inondations et à délivrer des permis concernant l'eau. Le projet NCORE a également assuré la formation de plus de 3 400 professionnels à la gestion de l'eau ou aux applications de développement⁸.

Le renforcement des échanges et de la coopération entre les 11 États riverains du Nil a contribué à atténuer les effets du changement climatique, à réduire les tensions et les conflits et à stimuler le développement. Le modèle établi dans le bassin du Nil est devenu une référence. Une délégation afghane a ainsi manifesté de l'intérêt à la mise en place d'un organisme de bassin comparable.

^{7,8} [Rapport annuel 2021 de CIWA](#)

RÉSILIENCE FACE AU CLIMAT

RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX CHOCS ET AUX FACTEURS DE STRESS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE





L'eau est essentielle à la survie des populations, mais le changement climatique fait peser une menace croissante sur cette ressource vitale.

Les effets climatiques se manifestent principalement au niveau du cycle hydrologique, notamment sous la forme d'inondations et de sécheresses de plus en plus fréquentes et intenses qui ravagent l'Afrique subsaharienne.

Les communautés rurales, en particulier celles des pays fragiles ou en proie à la fragilité, à des conflits et à la violence, sont particulièrement vulnérables aux chocs climatiques liés à l'eau. La pauvreté généralisée, le manque de ressources et d'infrastructures, l'insuffisance des informations et la faiblesse des institutions limitent la capacité des populations à s'adapter et à renforcer leur résilience face aux facteurs de stress climatique.

Le changement climatique a six effets principaux sur les ressources en eau en Afrique. Il accentue l'aridité, la fréquence et l'intensité des épisodes de sécheresse et des inondations, la variabilité saisonnière, le passage erratique de périodes humides à des périodes sèches, et l'élévation des températures qui accentue l'évaporation.

Ces vulnérabilités ont des effets préjudiciables sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des populations. L'agriculture pluviale emploie près de 70 % de la population en Afrique subsaharienne. Or, la baisse récente du volume des eaux de surface et de la reconstitution des nappes phréatiques nuit aux écosystèmes locaux, compromet la capacité des populations à gagner leur vie, aggrave la pénurie alimentaire et accélère les migrations et d'autres bouleversements⁹.

Les pays doivent gérer leurs ressources en eau de manière efficace et efficiente, notamment en renforçant leurs systèmes d'information, leurs institutions et leurs infrastructures, pour être résilients et réduire leur vulnérabilité face au changement climatique. Au cours des dix dernières années, CIWA a jeté les bases nécessaires au renforcement de ces systèmes et redouble d'efforts pour aider les pays à se préparer aux effets les plus néfastes du changement climatique et à les atténuer.

Les fréquents épisodes de sécheresse et d'inondation

menacent gravement la vie et les moyens de subsistance des habitants du bassin du Nil.

Entre 1990 et 2019¹⁰, les pays du Nil oriental, à savoir l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Soudan, ont subi 83 inondations qui ont occasionné des dégâts annuels moyens estimés à 45 millions de dollars, et ce avant même que ne survienne la crue catastrophique du Nil de 2020, qui a touché plus de 2,5 millions de personnes.

CIWA a aidé l'Initiative du bassin du Nil (IBN) à mettre en place un système d'alerte précoce en cas d'inondation, en utilisant des données pluviométriques par satellite avec un modèle de simulation hydrologique et hydraulique permettant de prévoir les inondations régionales sur trois jours.

LES EFFETS CLIMATIQUES SE MANIFESTENT PRINCIPALEMENT AU NIVEAU DU CYCLE HYDROLOGIQUE, NOTAMMENT SOUS LA FORME D'INONDATIONS ET DE SÉCHERESSES DE PLUS EN PLUS FRÉQUENTES ET INTENSES

Désormais la population peut consulter les rapports quotidiens mis à sa disposition sur Internet, par courrier électronique ou par SMS pendant la saison des inondations. Les petits agriculteurs et les éleveurs peuvent prendre des décisions fondées pour procéder à leurs plantations et à leurs récoltes et ainsi réduire les pertes de vies et de bétail, les dommages matériels et la perturbation d'autres activités productives.

Dans le bassin du fleuve Zambèze, le système d'information sur les ressources en eau du Zambèze (ZAMWIS), financé par CIWA, renforce le partage d'informations afin d'aider les pays à adopter de meilleures stratégies de prévention et de préparation aux catastrophes, ainsi que d'autres mesures qui renforcent la résilience et évitent une adaptation inefficace au changement climatique. Les systèmes de surveillance et de prévision hydrométéorologiques

permettent de disposer d'une capacité d'alerte précoce essentielle pour protéger les moyens de subsistance et les infrastructures contre la variabilité hydrologique croissante, l'aggravation des inondations et les sécheresses prolongées.

L'initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (SADRI) s'attaque aux risques de sécheresse transfrontaliers, encourage la gestion concertée des ressources naturelles partagées et met au point un plan intégré de gestion des risques qui tient compte des liens existants entre l'eau, l'énergie, l'alimentation, et l'environnement. SADRI appuie la réalisation des analyses nécessaires pour déterminer les investissements à réaliser au niveau régional et national afin de renforcer la résilience face à la sécheresse.

La variabilité du climat et les sécheresses ont eu des effets dévastateurs en Afrique occidentale et

centrale. Les sécheresses prolongées qui ont frappé le Sahel ont conduit les pays situés dans le bassin du Niger à intégrer ce risque dans la planification de la mise en valeur du bassin. Ainsi, l'Autorité du bassin du Niger (ABN), soutenue par CIWA, offre aux pays riverains un cadre de coopération en améliorant les systèmes d'information sur l'eau et ceux-ci ont accepté de partager des données hydrologiques, environnementales et socio-économiques. CIWA a mobilisé 200 millions de dollars d'investissements pour renforcer la résilience du bassin face au climat, dont devraient bénéficier plus de quatre millions de personnes¹¹.

Bien que les défis posés par le climat soient considérables, l'aide financière et technique que CIWA consacre au renforcement de la résilience tout au long du cycle hydrologique produit des résultats dans la région.

⁹ [Bringing citizen voices to Nile Basin development](#). CIWA, juillet 2016 ^{10,11} [Rapport annuel 2021 de CIWA](#)



Inondations à Dar Es Salaam.

RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AU CLIMAT DANS LE BASSIN DU NIL

Le programme CIWA est très actif dans le bassin du Nil depuis sa création, il y a 10 ans.

Et ce n'est pas sans raison : le bassin du Nil est l'une des rares régions à avoir connu autant de bouleversements sociaux, économiques et politiques, mais aussi de renouveaux et de croissance ces dernières années, et le changement climatique a exacerbé nombre des défis rencontrés.

« Malgré les nombreux chocs et changements qui se sont produits dans le bassin du Nil, la coopération se poursuit », déclare Jacqueline Tront, spécialiste principale en gestion des ressources en eau à la Banque mondiale et ancienne responsable par intérim du programme CIWA. Les pays du Nil « souhaitent poursuivre leur collaboration dans les domaines qui leur tiennent à cœur ».

C'est une bonne chose compte tenu des nombreux défis à relever. Lorsque le projet de coopération à l'appui des résultats dans le bassin du Nil (NCORE) de CIWA a été lancé en 2012, les pays riverains souhaitaient améliorer la gestion des risques communs et disposer de plus d'infrastructures pour le stockage de l'eau, la production d'énergie et l'irrigation. Ils devaient en outre disposer de normes communes pour la sécurité des barrages, de systèmes régionaux d'hydrométéorologie et de systèmes d'alerte précoce, et d'une plus grande capacité d'adaptation au changement climatique.

Le projet NCORE a aidé l'Initiative du bassin du Nil (IBN) à devenir une institution régionale solide, générant des avantages substantiels permettant de mettre en valeur le potentiel de croissance du bassin et de réduire les risques liés au climat tels que les inondations, la sécheresse et la perte d'écosystèmes essentiels à la biodiversité.

Les pays riverains souhaitaient améliorer la gestion des risques communs et disposer de plus d'infrastructures pour le stockage de l'eau, la production d'énergie et l'irrigation

Compte tenu de l'accélération du rythme des inondations et des sécheresses, la mise au point de systèmes d'alerte précoce constitue l'une des plus importantes réalisations du projet NCORE. Le système d'alerte précoce en cas d'inondation permet de prévoir le débit du Nil Bleu et d'autres affluents importants 72 heures à l'avance, ce qui laisse aux personnes en aval le temps d'évacuer les zones concernées en emmenant leurs biens de valeur et leur bétail. Le système d'alerte précoce en cas de sécheresse permet d'établir des prévisions à un mois et trois mois. Les agriculteurs peuvent désormais prendre des décisions fondées pour leurs récoltes et les habitants ont la possibilité de se préparer à la variabilité du changement climatique.

Aujourd'hui, le nouveau projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) de CIWA renforce les actions stratégiques menées par le programme pour renforcer la résilience climatique dans le bassin.



Le principal et les élèves de l'école primaire Prisons plantent des arbres dans leur école à l'occasion de la campagne de sensibilisation à la conservation de l'environnement organisée par le Forum ougandais du Discours du Nil lors de la Journée du Nil 2021 à Jinja, en Ouganda.

FRAGILITÉ, CONFLITS ET VIOLENCE

RÉSOUUDRE LES NOMBREUSES DIFFICULTÉS LIÉES À L'EAU DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR LA FRAGILITÉ, LES CONFLITS ET LA VIOLENCE



Un jeune garçon garde ses vaches à l'abreuvoir dans la région du lac Tchad.

Les risques liés à la fragilité, aux conflits armés, à la violence, aux déplacements forcés et à la montée des inégalités ne s'arrêtent pas aux frontières et accroissent la vulnérabilité des populations aux chocs et aux crises.

D'ici 2030, plus de la moitié des personnes vivant en situation d'extrême pauvreté se trouveront dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV).

Les difficultés que CIWA a été créé pour résoudre sont considérablement plus importantes dans les pays touchés par des situations de FCV. En 2021, 11 des 38 pays dans lesquels CIWA intervient ont été classés dans cette catégorie, et se situent notamment dans la Corne de l'Afrique, le Sahel occidental et central, la région du lac Tchad et celle des Grands Lacs¹². Les institutions y sont non seulement fragiles, mais il arrive que des groupes armés cherchent à jouer un rôle dans la gestion des ressources en eau ou s'attaquent aux infrastructures hydrauliques. Les personnes déplacées de force vivent souvent dans des zones dans lesquelles l'accès à l'eau est limité et les sources d'eau sont surexploitées, ce qui entraîne des tensions avec les communautés d'accueil qui connaissent des difficultés économiques.

La stratégie de la Banque mondiale relative aux situations de FCV consiste à agir sur les facteurs qui favorisent ces situations et à en atténuer les effets, ainsi qu'à renforcer la résilience des pays qui y sont confrontés. Pour CIWA, cela implique d'approfondir les connaissances des institutions et des pouvoirs publics sur les ressources en eau et de stimuler les investissements dans les infrastructures.

CIWA a aidé le Tchad, le Niger et le Burkina Faso à mettre en place des stations hydrologiques, à embaucher et à former des spécialistes dans le domaine des ressources en eau et à utiliser la technologie des données. Un nouveau projet au Soudan vise à renforcer la capacité des systèmes de prévision et d'alerte précoce en cas d'inondation et à améliorer le fonctionnement et l'entretien des petites structures de collecte d'eau et de gestion des inondations.

Dans le bassin de la Volta, CIWA a soutenu la préparation et la ratification d'une charte de l'eau pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo visant à renforcer le cadre juridique et institutionnel pour une gestion durable de l'eau. Il a également facilité les échanges, amélioré la gestion et le partage des données, renforcé les capacités en

formant les organisations de la société civile et mené des campagnes de sensibilisation sur les risques liés à la déforestation.

« Nous ne pourrions pas coopérer si nous ne parvenons pas, dans le même temps, à renforcer les capacités, les relations et la confiance avec les ministères chargés de l'eau de chaque pays. Il nous faut donc travailler simultanément à partir de la base et du sommet », explique Sanjay Pahuja, spécialiste principal en gestion des ressources en eau de CIWA pour l'Afrique occidentale et centrale.

CIWA a renforcé la capacité des pays touchés par la fragilité, les conflits ou la violence à faire face et à s'adapter aux chocs climatiques grâce à une meilleure gestion et utilisation des ressources en eau souterraine, à l'installation de systèmes d'alerte précoce et à la mise en place de petites structures de collecte d'eau et de gestion des inondations.

Les ressources en eau souterraine sont particulièrement importantes pour assurer la sécurité hydrique et procurer des avantages socio-économiques dans la Corne de l'Afrique, qui connaît des périodes de sécheresse catastrophiques de plus en plus longues et intenses et subit des variations croissantes de la durée de la saison des pluies. L'initiative de CIWA pour les eaux souterraines a enrichi la base de connaissances sur les ressources régionales en eaux souterraines de la Corne de l'Afrique, notamment en déterminant la disponibilité des eaux de surface, la variabilité de l'eau et la reconstitution naturelle des eaux souterraines peu profondes.

Les données sont particulièrement difficiles à obtenir dans les pays touchés par la fragilité, les conflits ou la violence, où elles sont généralement quasiment inexistantes. CIWA aide les pays à surmonter les obstacles entravant la gestion concertée des ressources en eau en offrant un accès aux données de télédétection et aux plateformes de données dans le cadre de son projet pour une révolution des données sur l'eau. Il renforce la capacité des partenaires nationaux à prendre des décisions fondées sur des éléments probants et à utiliser des technologies de pointe, tout en instaurant un climat favorisant la collaboration nécessaire à la résolution des problèmes.

¹² [Liste des pays en situation de fragilité ou de conflit pour l'exercice 21](#), Banque mondiale

AIDER LA SOMALIE À SORTIR DE LA FRAGILITÉ GRÂCE À LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU

La Somalie, qui se situe dans la Corne de l'Afrique, est l'un des pays les plus fragiles au monde. Au terme d'une longue guerre civile, le pays reconstruit lentement son économie, son administration nationale et ses institutions sur fond de violence des groupes militants et de crise humanitaire.

La sécheresse sévit dans la majeure partie du pays, le bétail et les récoltes dépérissent sous l'effet du changement climatique qui fragilise encore plus le pays.

La Somalie ne disposait pas des capacités nécessaires pour nouer un dialogue avec les pays (Éthiopie et Kenya) situés en amont de ses deux bassins fluviaux, Chébéli et Jubba, et pour convenir avec ces derniers de la manière de partager les informations et gérer de manière concertée ces ressources en eau. Elle a adopté sa première stratégie nationale de l'eau, avec le soutien de CIWA, en 2021. Le pays ne dispose d'aucune infrastructure importante pour le stockage ou l'utilisation de l'eau.

CIWA s'est employé à remédier à cette situation et ses efforts ont été couronnés de succès.

En 2017, la Somalie a demandé à la Banque mondiale de faciliter les échanges avec ses voisins en amont et de l'aider à renforcer les capacités de son secteur de l'eau, en réaction à un projet d'approvisionnement en eau en Éthiopie.

La plupart des pays ont besoin de conseils sur les stratégies à adopter pour instaurer la confiance et, à terme, la coopération, et la Somalie ne fait pas exception.

« Les deux premières réunions ont été passées à imputer la responsabilité des sécheresses et des inondations aux activités menées par les pays en amont, notamment l'Éthiopie », se souvient Tesfaye Bekalu, spécialiste principal en l'eau et assainissement à la Banque mondiale.

« Nous les avons aidés à examiner la question de manière globale — connaissances, expérience, informations et état de préparation de l'équipe — pour trouver une solution avantageuse pour tous », explique-t-il. « Nous les avons aidés à comprendre qu'établir un dialogue sur les ressources partagées nécessitait du temps, des champions et une conjonction de circonstances favorables, et qu'il s'agissait également d'une démarche multidisciplinaire impliquant de nombreuses organisations. »

« Il a notamment fallu travailler ensemble sur les mesures à prendre pour atténuer les effets de la sécheresse et empêcher les Somaliens d'émigrer vers l'Éthiopie, car cela constituerait un fardeau pour ce pays », explique M. Bekalu. « Ils apprennent très vite. Ils ont commencé à examiner ce qu'ils pouvaient faire en interne au lieu de rejeter la faute sur les autres. »

CIWA a également aidé les autorités à formuler la manière dont ils envisageaient la gestion des ressources en eau, à élaborer une stratégie nationale de l'eau, à recruter un conseiller expérimenté dans le domaine des eaux transfrontalières, à



« Sans eux, nous ne pourrions pas avancer »

ABDULLAHI ELMI



Formation à la modélisation des ressources en eau par HydroRam, en Somalie, en 2020.

envisager la création d'une commission des eaux transfrontalières, à former des hydrologues et à mettre en place des systèmes de données et d'information.

Une série d'activités de renforcement des capacités a aidé les hydrogéologues nouvellement formés dans le cadre de cette initiative à utiliser leurs connaissances afin de sélectionner des sites pour le projet Biyoole. Celui-ci, qui est le premier projet d'infrastructure financé par l'Association internationale de développement (IDA) en Somalie, vise à mettre en place des services liés à l'eau et à l'agriculture, notamment en construisant des barrages de sable, au sein des communautés agropastorales.

Sans CIWA et la Banque mondiale, « nous n'aurions pas pu réaliser ce projet », déclare Abdullahi Elmi, responsable du projet Biyoole. « Ils nous apportent non seulement des investissements, mais également leur expertise. C'est essentiel pour notre travail. Sans eux, nous ne pourrions pas avancer. »

BIODIVERSITÉ

PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ GRÂCE À LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DANS LE DOMAINE DE L'EAU



*À la sortie du delta
de l'Okavango au
Botswana*

Nos vies et l'économie dépendent de notre patrimoine naturel. Les moyens de subsistance des populations rurales africaines, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la pêche, ou de la faune ou du tourisme, dépendent de l'état des rivières et des autres écosystèmes d'eau douce nécessaires à la biodiversité.

Des pratiques de pêche non durables, la pollution de l'eau et le changement climatique compromettent toutefois la biodiversité et la sécurité alimentaire de millions de personnes, tandis que la fréquence accrue des sécheresses et des inondations menace leur existence. Les épisodes de sécheresse nuisent aux paysages naturels et à la fourniture de services écosystémiques : les communautés manquent alors d'eau et la production d'électricité diminue, ce qui provoque une baisse de la productivité et une réduction des moyens de subsistance. Les sécheresses et les inondations aggravent l'insécurité alimentaire et accélèrent les migrations forcées.

CIWA a pour priorité stratégique de comprendre le rôle de l'eau et sa relation avec la nature de manière à pouvoir en tirer parti, et il apporte un solide appui aux programmes de conservation liés à l'eau à long terme en Afrique subsaharienne.

Le projet de coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil (NCORE) mené par CIWA en Afrique de l'Est a aidé l'Initiative du bassin du Nil (IBN) à renforcer les mécanismes de gouvernance et la base de connaissances régionale pour permettre une prise de décision mieux fondée et inclusive, notamment en ce qui concerne les mesures de sauvegarde environnementales et sociales, afin de protéger la biodiversité. L'initiative de coopération technique sur la qualité de l'eau dans la région des Grands Lacs a permis de recommander l'adoption d'une approche intégrée pour améliorer la qualité de l'eau et réduire la dégradation de l'environnement dans le bassin du lac Victoria.

L'initiative sur les eaux souterraines au Sahel de CIWA vise à consolider les connaissances et les capacités de gestion des ressources en eau souterraine afin de protéger les populations, la faune, la flore et l'environnement. CIWA encourage l'adoption d'une approche globale pour établir un programme de sécurité hydrique dans le bassin du lac Tchad. L'initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique enrichit les connaissances sur ces ressources et favorise une planification et une prise de décision

fondées sur des éléments probants afin de protéger les ressources naturelles, le bétail et les cultures.

Les activités menées en Afrique australe sont axées sur la gestion durable des ressources en eau souterraine, et l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC-GMI) facilite la mobilisation et l'établissement de partenariats.

« Notre mission consiste à assurer l'utilisation durable et équitable des ressources en eau souterraine », explique Thokozani Dlamini, spécialiste en communication et en gestion des connaissances à la SADC-GMI. « Le financement octroyé par CIWA nous permet de nous acquitter de cette mission. »

DES PRATIQUES DE PÊCHE NON DURABLES, LA POLLUTION DE L'EAU ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE COMPROMETTENT LA BIODIVERSITÉ ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE MILLIONS DE PERSONNES

L'initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (SADRI) lancée par CIWA donne aux communautés les moyens de prévoir les épisodes de sécheresse et d'en atténuer les effets, ce qui permet de réduire la perte de biodiversité dans les zones de conservation transfrontalières. SADRI cartographie les systèmes de plaines inondables et de zones humides, évalue la demande en eau et son utilisation, étudie la contribution des zones humides aux moyens de subsistance et à la résilience climatique, et évalue les pratiques de gouvernance permettant de mieux gérer les ressources en eau.

Les travaux menés s'inscrivent dans le cadre d'un effort crucial déployé par la Banque mondiale pour concilier les initiatives de coopération sur les eaux transfrontalières avec les objectifs de conservation de la biodiversité. Les enjeux ne pourraient pas être plus élevés.

PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ DANS LE DELTA INTÉRIEUR DU NIGER

Le delta intérieur du Niger, au Mali, forme une vaste plaine inondable dans une zone aride et semi-aride du Sahel. Deuxième zone humide d'Afrique par sa superficie et ses ressources naturelles, le delta est vital pour les 900 000 personnes qui dépendent de ses eaux pour la pêche, l'agriculture, l'artisanat, le tourisme et d'autres moyens de subsistance.

Au moment de la saison des pluies, le niveau de l'eau peut monter de 4 mètres en seulement 100 jours. Ces eaux de crue subviennent aux besoins des populations et de centaines de milliers d'oiseaux et d'animaux comme les bovins, les chèvres et les moutons. Le delta, classé zone humide d'importance internationale par la Convention de Ramsar, est donc essentiel pour la protection de la biodiversité, la promotion du développement durable et la sécurité alimentaire. Il subit malheureusement, de fortes pressions liées au changement climatique, à la réduction des inondations, aux barrages en amont, à l'extraction de sable pour la construction et au prélèvement d'eau pour l'irrigation.

« Notre environnement s'est tellement dégradé : il faut que tout le monde aide nos communautés à sauver le fleuve dont dépendent nos moyens de subsistance » déclare Boureima Toure, pêcheur en Guinée.

CIWA a joué un rôle crucial dans la gestion de ces défis. Ses analyses ont aidé l'Autorité du bassin du Niger (ABN) à concevoir un modèle avancé pour les services écosystémiques du delta produits par les inondations annuelles en fonction de différents régimes d'écoulement du bassin supérieur du Niger. Le modèle contribue à améliorer la prévision des incidences sur les structures en amont, comme les barrages, et permet à l'ABN de prendre des décisions en connaissance de cause et de faire des arbitrages entre les différents modes de libération de l'eau dans le cadre des investissements prévus dans les infrastructures. Ce modèle contribuera à préserver la biodiversité de la région.

Le delta est essentiel pour protéger la biodiversité, promouvoir le développement durable et assurer la sécurité alimentaire

CIWA a également financé la mise en place d'un processus décisionnel concernant les risques environnementaux et sociaux importants liés à l'emplacement de l'un des trois barrages proposés (Fomi) en Guinée, qui a abouti à la décision de changer de site. CIWA a également renforcé les capacités globales de l'ABN, notamment en matière de conservation de la biodiversité.

Toutes ces mesures contribueront à améliorer la vie des populations rurales, essentiellement pauvres, et à renforcer la résilience face aux chocs liés au changement climatique et à d'autres facteurs de stress.

Comme le souligne M. Touré, pêcheur guinéen, « Nous devons travailler plus dur pour restaurer les berges et protéger les espaces naturels, parce que le delta est un moteur de croissance non seulement pour ses habitants, mais pour tout le Mali. »



Le fleuve Niger et son delta intérieur au Mali, vue de l'espace – données modifiées de Copernicus Sentinel (2019).

PARITÉ FEMMES-HOMMES ET INCLUSION SOCIALE

REDOUBLER D'EFFORTS POUR PROMOUVOIR LA PARITÉ FEMMES-HOMMES ET L'INCLUSION SOCIALE



En 1992, la déclaration de Dublin sur l'eau et le développement durable soulignait que le « rôle central » des femmes, à la fois pourvoyeuses et consommatrices d'eau, avait rarement été pris en compte dans la mise en valeur et la gestion des ressources en eau.

Trois décennies plus tard, cette affirmation reste malheureusement d'actualité. La gestion des ressources en eau en Afrique reste un domaine réservé aux hommes, les femmes étant souvent exclues du processus décisionnel.

Conscients de la contribution essentielle de l'égalité des genres à l'élimination de l'extrême pauvreté et au développement durable, CIWA et la Banque mondiale dans son ensemble ont redoublé d'efforts pour promouvoir la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI) dans les pays où ils interviennent.

Il est aujourd'hui établi que faire de l'intégration des questions de parité femmes-hommes une stratégie indépendante ne permet pas de lutter efficacement contre les inégalités. Il est nécessaire d'adopter une approche plus globale pour comprendre la manière dont les normes relatives au genre sont ancrées dans les institutions, les forces du marché et les interactions culturelles, et privilégier une transformation en profondeur au moyen de multiples interventions dans différents secteurs et à différents niveaux. Il faut en outre reconnaître que les hommes et les femmes ne sont pas des groupes homogènes, mais qu'ils présentent des caractéristiques diverses telles que la race, l'origine ethnique, le handicap, l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU EN AFRIQUE RESTE UN DOMAINE RÉSERVÉ AUX HOMMES, LES FEMMES ÉTANT SOUVENT EXCLUES DU PROCESSUS DÉCISIONNEL

À cette fin, CIWA a élaboré un cadre pour la prise en compte de ces questions qui guidera son action et garantira que ses investissements donnent lieu à l'inclusion des femmes tout au long de ses projets et produisent des résultats qui profitent à la fois aux femmes et aux hommes. Sur le plan institutionnel, CIWA met l'accent sur la parité femmes-hommes dans le domaine de la gouvernance afin de mettre en place un environnement permettant aux femmes de jouer des rôles de premier plan et de s'épanouir en tant que décisionnaires.

Les programmes de jeunes professionnels et de stages soutenus par CIWA et hébergés par le Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO) et l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC-GMI), aident à rétablir un équilibre en invitant les femmes à participer et à acquérir les compétences et la confiance nécessaires pour faire face à des normes de genre préjudiciables ; environ un tiers des 200 participants à ces deux programmes sont des femmes.

Dans le bassin du Nil, les femmes sont plus exposées que les hommes à l'extrême pauvreté, sont très dépendantes des ressources naturelles pour leur subsistance et ont moins facilement accès à ces ressources en raison d'obstacles liés aux rôles et coutumes traditionnellement attribués aux hommes et aux femmes. L'Initiative du bassin du Nil (IBN), soutenue par CIWA, et le Discours du bassin du Nil (NBD), organisation qui regroupe des centaines d'organisations de la société civile, ont lancé plusieurs initiatives afin d'atténuer les inégalités de genre.

L'IBN et le NBD encouragent la mise en place de politiques visant à intégrer la dimension de genre, collectent et utilisent des données ventilées par sexe et tenant compte de la dimension de genre, favorisent la défense des intérêts et l'échange de connaissances au moyen de plateformes permettant la participation des parties prenantes, comme le forum du NBD, et font participer des femmes exerçant un rôle de premier plan et des organisations de la société civile défendant les intérêts des femmes à la planification et à la mise en œuvre des investissements dans les infrastructures.

Une étude a été lancée au Sahel en vue de déterminer et d'éliminer les obstacles à l'égalité d'accès aux eaux souterraines pour l'irrigation, à la gestion des eaux souterraines et aux carrières dans le domaine de l'hydrogéologie, et d'intégrer les questions de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale dans les projets. Le programme travaille également avec des consultants pour s'assurer que ces derniers tiennent compte de cette dimension.

Comme le dit succinctement Ellen Hagerman, spécialiste des questions de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale au CIWA, « On ne peut pas réussir sans la participation des femmes. »

LUTTE MENÉE POUR ASSURER LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LE SECTEUR DE L'EAU EN CÔTE D'IVOIRE

Pour Kone Saramatou, impliquer les femmes dans le domaine de l'eau est tout à fait logique. « Ce sont les femmes qui collectent l'eau en Afrique, elles doivent donc être impliquées et contribuer à la gestion et à la mise en valeur de ces ressources », déclare Madame Saramatou, directrice de l'Hydrologie au ministère de l'Hydraulique de Côte d'Ivoire.

Mais ce n'est pas simple.

« Nous devons leur faire comprendre l'importance que revêtent les ressources en eau pour l'avenir », dit-elle. Et « nous devons être en mesure de les former. »

Il faut en outre lutter contre les stéréotypes de genre qui empêchent les femmes de travailler dans le secteur de l'eau.

« Nous devons être capables de démontrer que même une femme a un rôle à jouer dans la gestion des ressources en eau et qu'elle peut faire aussi bien qu'un homme » déclare Madame Saramatou. « Ne laissons pas les hommes nous dominer. Passez le relais aux femmes. »

La Côte d'Ivoire, qui se situe sur la côte de l'Afrique de l'Ouest, a bénéficié d'une croissance économique solide et stable. Elle est toutefois confrontée à des sécheresses de plus en plus longues et sévères, à des inondations et à une dégradation de la qualité de ses ressources en eau.

« Les agriculteurs constatent des retards dans le démarrage de la saison agricole et des perturbations dans les cycles de production, et les populations rurales sont contraintes de se tourner vers des sources d'eau insalubres en raison de l'épuisement des sources utilisées pour la consommation », explique-t-elle.

Les perturbations climatiques n'étaient pas aussi importantes lorsque Madame Saramatou a obtenu son diplôme d'ingénieure hydraulique en 1982. Mais les inégalités entre les femmes et les hommes étaient encore plus criantes à l'époque qu'aujourd'hui.

« Les femmes n'étaient pas nombreuses dans le domaine de l'hydrologie lorsque je faisais mes études, et la situation n'a pas beaucoup changé depuis », dit-elle. « Mais nous nous battons pour inciter les jeunes filles à rejoindre ce secteur, et notamment à travailler dans la gestion des ressources en eau. »

« Elles doivent être prêtes à prendre la relève (et) me remplacer quand je ne serai plus là ».



« Nous devons être capables de démontrer que même une femme a un rôle à jouer dans la gestion des ressources en eau et qu'elle peut faire aussi bien qu'un homme »

KONE SARAMATOU



Femmes ayant accès à de l'eau salubre.

ASSOCIER LES POPULATIONS LOCALES AUX PROJETS RELATIFS À L'EAU : TOUT LE MONDE Y GAGNE !



Pour assurer la réussite des grands projets d'infrastructure, il faut associer les populations concernées aux décisions.

Prenons l'exemple du projet de centrale hydroélectrique de Rusumo Falls, en cours de construction sur la rivière Kagera, à la frontière du Rwanda et de la Tanzanie. Ce projet de 470 millions de dollars est mené par le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie¹³.

« La participation des parties prenantes pendant l'élaboration du projet a été considérable », ce qui a permis de traiter de diverses questions, comme l'indemnisation des personnes touchées, explique Emerita Mugorewicyeza, spécialiste régionale des questions de participation des parties prenantes à l'Initiative du bassin du Nil (IBN). « Nous avons pu mobiliser différents groupes : les notables, les femmes et les jeunes. Les membres de la population veulent savoir ce que peuvent apporter des projets comme ceux de production d'hydroélectricité. S'ils ne sont pas associés et ne voient pas les avantages qu'ils peuvent en tirer, ces projets n'aboutiront pas », explique-t-elle.

Les avantages découlant d'un projet peuvent être limités ou répartis de manière inéquitable si les populations locales ne sont pas impliquées. Il devient de plus en plus important de rapprocher les pouvoirs publics et les institutions régionales des habitants pour renforcer la résilience des communautés face au changement climatique, notamment en raison de la fréquence accrue des inondations et des sécheresses.

Les opérations de CIWA dans six bassins — le Nil, le Niger, le lac Tchad, le lac Victoria, la région de la Communauté de développement d'Afrique australe et le Zambèze — ont contribué à accroître le volume de données climatiques et d'informations sur la mise en valeur des ressources en eau auxquelles le public peut accéder et qu'il peut utiliser.

En Afrique de l'Ouest, un programme financé par CIWA a contribué à renforcer les capacités de l'Autorité du bassin de la Volta (ABV) en matière de gestion des ressources en eau transfrontalières. L'ABV, quant à elle,

a aidé à renforcer les capacités de 200 organisations de la société civile (OSC) dans six pays, a octroyé de petits financements pour des projets dans les domaines de la foresterie, de la biodiversité et des sciences environnementales, et a facilité le dialogue et le suivi des projets. Elle a par ailleurs mené des actions de sensibilisation en utilisant les programmes de stations de radio rurales afin de tenir les parties prenantes locales informées des principaux problèmes liés à l'eau.

LES AVANTAGES DÉCOULANT D'UN PROJET PEUVENT ÊTRE LIMITÉS OU RÉPARTIS DE MANIÈRE INÉQUITABLE SANS LA PARTICIPATION DES POPULATIONS LOCALES

CIWA souhaite faire profiter l'Afrique de l'Ouest des résultats probants de son action en faveur de la société civile dans le bassin du Nil, par l'intermédiaire du Discours du bassin du Nil (NBD), et a réalisé, à cet effet, une étude diagnostique des organisations de la société civile dans les pays du G5 Sahel. Cette étude révèle que ces organisations sont nombreuses au Sahel, mais que le cadre juridique est loin d'être aussi vaste et adapté dans tous les contextes et que la participation de la société civile à l'élaboration des politiques nationales reste insuffisante dans tous les pays, à l'exception du Burkina Faso.

Le rapport final devrait recommander la mise en place d'un programme de mobilisation de la société civile au Sahel, exécuté par le bénéficiaire, afin de faire bénéficier une autre région des avantages de l'engagement citoyen.

¹³ [Bringing citizen voices to Nile Basin development](#). CIWA, juillet 2016

Photo (gauche) : Femmes expliquant comment elles utilisent l'eau au quotidien, notamment pour se laver les mains et cuisiner.

CONCERTATION INCLUSIVE SUR LES RESSOURCES EN EAU DANS LE BASSIN DU NIL

CIWA a joué un rôle de premier plan en veillant à ce que les populations puissent contribuer à la manière dont les ressources en eau sont gérées dans le bassin du Nil.

« CIWA cherche constamment à assurer la participation des différentes parties prenantes à la gestion des eaux transfrontalières et à veiller à ce que les autorités nationales dialoguent avec les parties prenantes non étatiques, en particulier la société civile », déclare Donald Kasongi, secrétaire général du Conseil du Discours du bassin du Nil (NBD), qui représente 600 organisations de la société civile (OSC) de 11 pays du bassin du Nil.

CIWA a apporté une aide financière et technique au NBD pour lui permettre de lancer des processus participatifs aux niveaux local, régional, national et transfrontalier.

Le NBD veille à ce que « tout le monde puisse participer au dialogue » dans un bassin où « l'eau constitue la ressource la plus importante pour assurer des moyens de subsistance durables », explique M. Kasongi.

Le soutien de CIWA a permis au NBD d'améliorer ses actions de sensibilisation, de suivi et d'évaluation, et de mobilisation des ressources.

CIWA a également aidé le NBD à faire participer des personnes jusqu'ici exclues des échanges sur les ressources en eau — les femmes, les jeunes et d'autres groupes marginalisés.

« Nous nous efforçons avant tout d'inciter les femmes et les jeunes à utiliser de manière proactive les données recueillies par les citoyens dans le cadre de la gestion durable des ressources en eau, afin de déterminer quelles sont celles qu'ils peuvent utiliser pour agir sur l'élaboration des politiques », explique Hellen Natu, directrice régionale du NBD.

Mme Natu a également souligné la contribution précieuse de CIWA aux efforts déployés pour impliquer les OSC dans la promotion de la résilience climatique : « L'équipe technique et les consultants nous ont donné beaucoup de conseils sur la manière de mener à bien le projet, de suivre les résultats et de mobiliser davantage de ressources. »

CIWA soutient par exemple la formation des OSC sur la façon de partager les données relatives aux inondations au moyen de la radio, de magazines et de brochures dans les États riverains sujets aux inondations, pour veiller à ce que les populations soient le mieux préparées possible aux inondations à venir.

« CIWA a été d'un grand soutien », dit Mme. Natu. « Il a permis de mettre en contact les différentes populations qui se partagent les ressources en eau. L'aide de CIWA est très précieuse pour le NBD ».



« CIWA cherche constamment à assurer la participation des différentes parties prenantes à la gestion des eaux transfrontalières »

DONALD KASONGI



Le Nil en Égypte : il existe une frontière très nette entre les terres agricoles verdoyantes de la plaine inondable du Nil et le désert impitoyable qui l'entoure.

ENCOURAGER ET AIDER LES JEUNES À TRAVAILLER DANS LE SECTEUR DE L'EAU



La gestion des ressources en eau en Afrique subsaharienne pourrait dépendre des jeunes.

L'Afrique a la plus forte concentration de jeunes au monde. Ils pourront catalyser le règlement de problèmes majeurs comme celui de la crise de l'eau à condition qu'ils bénéficient d'une éducation, de formations et d'opportunités appropriées.

Mais il faut d'abord que le secteur de l'eau intensifie ses efforts pour attirer des jeunes talentueux et motivés, en particulier des femmes.

CIWA reconnaît la nécessité de préparer la prochaine génération de professionnels de l'eau et soutient le programme des jeunes professionnels dans le bassin du Nil et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

Ce programme permet de cerner les possibilités offertes et les risques posés par les ressources en eau partagées ainsi que les évolutions futures en ce domaine, et aide une nouvelle génération de professionnels de l'eau à acquérir des compétences, à établir des coopérations régionales et à adopter une perspective à l'échelle du bassin.

Pour Anders Jagerskog, spécialiste principal en gestion des ressources en eau au CIWA, la coopération sur la gestion de l'eau « repose essentiellement sur les relations entre les personnes ; si elles commencent à travailler main dans la main dès le début de leur carrière, elles seront en mesure de nouer des relations qui profiteront plus tard aux communautés transfrontalières ».

Ces aspects sont essentiels pour renforcer la résilience d'un bassin face au changement climatique et à d'autres chocs et facteurs de stress.

« Il s'agit d'un important programme de renforcement des capacités pour les jeunes professionnels », explique Ethiopia Bisrat, qui a participé au programme des jeunes professionnels en 2018, et qui est maintenant ingénieure en environnement. « Il m'a permis d'améliorer mes aptitudes intellectuelles et sociales et d'élargir mon réseau. Les problèmes actuels

nécessitent de nouvelles solutions, et ce programme est d'autant plus efficace qu'il s'adresse aux jeunes. »

Le programme des jeunes professionnels est l'une « des grandes réussites » de la SADC, déclare James Sauramba, directeur exécutif de l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC-GMI). « Nous sommes convaincus de l'efficacité de ce programme, et nous espérons que les jeunes professionnels prendront fait et cause pour la gestion des eaux souterraines. »

**« NOUS ESPÉRONS
QUE LES JEUNES
PROFESSIONNELS
PRENDRONT FAIT
ET CAUSE POUR LA
GESTION DES EAUX
SOUTERRAINES »**



JAMES SAURAMBA

CIWA mène une étude au Sahel pour évaluer le niveau de connaissance des jeunes dans le domaine des eaux souterraines. L'étude déterminera les raisons pour lesquelles certains étudiants abandonnent leurs études dans ce domaine pour s'orienter vers d'autres spécialités, et proposera également des modifications du programme d'études.

Comme le souligne Amna Omer (Soudan), qui a suivi le programme des jeunes professionnels et qui est maintenant ingénieure en ressources hydriques au Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO), « Il est essentiel de tendre la main à la nouvelle génération de professionnels pour sortir des conflits intergénérationnels et entrer dans une nouvelle ère de coopération. »

Photo (gauche) : Promotion 2018 devant le Bureau technique régional du Nil Oriental à Addis-Abeba (Éthiopie)

FORMER LES JEUNES EXPERTS : L'ACTION DE VITUMBIKO MWAUSEGHA AU MALAWI



Chargé de recherche hydrogéologique au sein du service des eaux souterraines du ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de la Mise en valeur des ressources en eau du Malawi, Vitumbiko Mwausegha étudie les eaux souterraines et supervise les essais de pompage, le forage et la construction d'infrastructures pour les eaux souterraines.

Le week-end, il lui arrive d'apporter une assistance technique aux projets de l'UNICEF et de World Vision qui visent à exploiter l'énergie solaire pour apporter l'eau souterraine jusqu'aux écoles et aux centres de soins.

Mwausegha, 32 ans, a beaucoup appris sur l'importance et les aspects techniques des eaux souterraines en 2018, lorsqu'il était stagiaire du programme des jeunes professionnels financé par CIWA en Afrique du Sud. Il a été formé aux systèmes d'information géographique – des programmes informatiques qui permettent de stocker et d'éditer des données spatiales et non spatiales, d'analyser le produit de ces informations et de partager les résultats visuellement en les présentant sur des cartes.

Mwausegha dit avoir également appris à aider les populations à faire face à la sécheresse et à d'autres facteurs de stress liés au changement climatique.

Le programme, hébergé par l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC-GMI), « nous a beaucoup aidés », déclare M. Mwausegha. « C'était une expérience formidable. »

Les missions qui lui ont été confiées étaient adaptées à son pays d'origine ; il a notamment analysé la situation des eaux souterraines au Malawi, y compris les lacunes en matière de données et la manière de les combler.

Non seulement le programme des jeunes professionnels aide les jeunes à développer leurs compétences, mais il les sensibilise également à l'importance de la communication et de la coopération entre les pays partageant des bassins fluviaux.

« J'ai rencontré beaucoup d'autres jeunes professionnels », dit-il. « Nous nous sommes rapprochés et avons beaucoup appris les uns des autres sur les difficultés rencontrées dans les différents pays. Nous avons abordé les questions relatives aux eaux transfrontalières et à la manière de résoudre les conflits. »

« L'organisation est très importante, car elle nous permet d'interagir pour discuter des idées et des innovations qui permettront de mieux gérer les eaux souterraines, les écosystèmes et de relever les défis auxquels nous sommes confrontés », explique-t-il. « C'est un excellent programme. »

Les jeunes professionnels soulignent l'importance de la communication et de la coopération entre les pays partageant des bassins fluviaux

Mwausegha a fait du chemin depuis son enfance dans le district de Rumphi, dont les habitants devaient parfois parcourir cinq kilomètres à pied pour aller chercher de l'eau à un puits, lorsque la source d'eau de la communauté était à sec.

« C'était vraiment difficile quand j'étais enfant », dit-il. Il souhaite aider les populations locales à avoir accès permanent à une eau salubre, et il pourrait bien y parvenir.



La population de Chimbiya se réjouit de pouvoir consommer de l'eau fraîche et salubre en mars 2020 ; cette eau est produite grâce au projet d'approvisionnement en eau de Chimbiya, l'un des projets de la SADC-GMI, mené dans le district de Dedza, à environ 60 km de Lilongwe (Malawi).



CIWA 10 ANS

Coopération pour les eaux internationales en Afrique

La Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA), créée en 2011, est un partenariat forgé par la Banque mondiale, ses partenaires africains et la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. CIWA aide les pays riverains d'Afrique subsaharienne à exploiter les possibilités d'assurer une croissance durable, inclusive et résiliente face au climat, et de réduire la pauvreté en s'attaquant aux obstacles à une gestion et à une mise en valeur concertées des ressources en eau internationale.

www.ciwaprogram.org

www.ciwaprogram.org/fr

[@CIWAProgram](https://twitter.com/CIWAProgram)




Foreign, Commonwealth
& Development Office



Ministry of Foreign Affairs



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Sweden
Sverige